

**COMMUNIQUE DE PRESSE (Fichier EDVIGE)****La France de Papa Doc.**

Le SNES Martinique appelle tous les Martiniquais à s'élever massivement contre la tentative du gouvernement de « ficher » les responsables d'associations et de syndicats.

Il s'agit en effet d'une atteinte de la plus grande gravité à la liberté et le fait qu'elle se produise en France témoigne du recul des droits les plus élémentaires que ce gouvernement entend instaurer.

Dans un pays de droit, c'est la présomption d'innocence seule qui prévaut. Décider d'établir des fiches de renseignements officielles sur des individus, quels qu'ils soient est déjà inacceptable. Les associations et les syndicats, tout comme les partis politiques démocratiques, sont déclarés et soumis à des règles de fonctionnement qui permettent à tout un chacun d'en connaître les responsables voire les différents membres. Prétendre dès lors que ces mêmes responsables doivent faire l'objet d'une surveillance particulière est gravissime et s'apparente à la mise en place d'un régime totalitaire. Vouloir établir un fichier légal des responsables et des adhérents est proprement une manœuvre d'intimidation et une atteinte à la vie privée des individus.

Le public sait-il que les responsables syndicaux sont sans cesse sollicités tant par les Renseignements Généraux que par la Gendarmerie pour suivre l'état de mobilisation des syndicats ? N'est-ce pas suffisant ? A quand la généralisation du « fichage » de la population martiniquaise ? A quand une France papa Doc ?

NB. Une pétition est mise en ligne sur le site www.martinique.snes.edu